

SELLAL À PPROPOS DU CRASH DU VOL AH 5017 :

«L’Algérie a fait ce qu’il fallait»

Abdelmalek Sellal estime que le gouvernement algérien a fait tout ce qu’il fallait faire dans la gestion du drame qui a frappé le vol d’Air Algérie, ou «l’avion espagnol affrété par Air Algérie», tenait à faire remarquer le Premier ministre lors d’une conférence de presse animée hier samedi en marge de sa visite officielle à Constantine

De notre envoyé spécial à Constantine, Kamel Amarni

«On m’avait tenu informé du drame à 6h45, jeudi matin. Aussitôt, j’ai chargé le ministre des Transports de se rendre à l’aéroport et de constituer une cellule de crise». Pour Sellal, et contrairement aux affirmations de certains médias étrangers, l’Algérie a pleinement accompli son devoir. Il s’ex-

plique : «Un Hercule C 130 de l’armée algérienne qui se trouvait à Bordj-Badji-Mokhtar avait été dépêché sur les lieux de l’accident pour participer aux recherches et ce, en coordination avec les pays engagés (...) Le soir même de l’accident, un opposant malien qui se trouvait à Alger a informé notre ministre des Affaires étrangères du lieu du crash». Autrement dit, il suggère que l’Algérie est le premier Etat à détecter le lieu du drame.

«C’est que, nous, reconnaît d’ailleurs Abdelmalek Sellal, nous avons toujours préféré travailler dans la discrétion. C’est d’ailleurs ce que nous avons fait dans cette affaire du Mali. Il n’était pas du tout facile de réunir tout ce beau monde, y compris les groupes armés, pour les convaincre de négocier».

Concernant toujours le crash, le chef de l’Exécutif semble plutôt enclin à privilégier la piste des mauvaises conditions météorologiques, même s’il n’écarte pas de manière définitive toute autre piste, terroriste notamment. «Les deux boîtes noires ont été remises au bureau spécialisé dans ce genre d’enquêtes, le BEA à Paris.» Ceci étant, Sellal révélera également

que le procureur général a ouvert une information judiciaire.

Par ailleurs, le Premier ministre avait été interpellé sur deux autres questions brûlantes de l’actualité : les interdictions des marches à Alger, «y compris pour des marches de soutien à Ghaza» et, bien sûr, la dramatique situation à Ghardaïa.

S’agissant des marches dans la capitale, Sellal persiste et signe, aucune manifestation ne va être autorisée sur la place publique. Quant au sujet de Ghardaïa, le chef de l’Exécutif révélera que «l’Etat a placé des caméras dans toute la ville. C’est ce qui va nous permettre désormais de suivre la situation et de savoir ce qui s’est passé exactement».

Sellal effectuait, hier samedi, une visite officielle spéciale dans la wilaya de Constantine. Deuxième du genre depuis les dernières élections présidentielles et le grand remaniement ministériel qui s’en était suivi, la sortie de Sellal intervient après celle de Batna début juillet. A la différence que celle de Constantine avait, en plus, à se pencher sur la grande manifestation attendue pour 2015, «Constantine, capitale de la culture arabe».

Pour ce faire, Sellal s’est fait accompagner par quinze ministres ainsi que de son chef de cabinet, une première, et ce, pour la tenue d’un conseil interministériel élargi aux autorités locales.

K. A.

TROIS JOURS APRÈS LA TRAGÉDIE DU VOL AH 5017

La deuxième boîte noire retrouvée

L’enquête sur les circonstances du crash de l’avion de Swiftair affrété par la compagnie Air Algérie ne devrait pas tarder à commencer, et ce, même si les «conditions de son déroulement sont difficiles». Pendant ce temps, on s’interroge sur les garanties de sécurité optimales qu’offrirait la compagnie aérienne espagnole Swiftair. Décryptage.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La récupération des corps des 118 victimes du crash de l’avion de Swiftair, affrété par la compagnie Air Algérie dans le nord du Mali, s’annonce «très difficile», a indiqué, hier, le général Gilbert Diendiéré, chef d’état-major particulier à la présidence burkinabè.

Selon la même source, «c’est en raison de la désintégration de l’appareil, dont les débris ont été éparpillés sur 500 mètres alentour, qu’il est aujourd’hui difficile de pouvoir récupérer quoi que ce soit».

Le général burkinabè a ajouté qu’il «est très difficile de pouvoir les récupérer parce que nous avons vu seulement des morceaux de chair humaine qui jonchaient le sol». Ces informations sont rendues publiques au moment où on apprend que le travail des enquêteurs, notamment français, serait entamé depuis hier sur le site du crash de l’avion et ce, même si on indique que le travail s’annonce «difficile», en raison de la «désintégration de l’appareil».

Vingt gendarmes et policiers français, de même qu’une équipe du Bureau d’enquêtes et d’analyses (BEA) français, étaient attendus sur place dans la journée de samedi. Ils devront notamment s’atteler à l’identification des victimes. «Les débris étaient éparpillés sur une distance de 500 mètres mais nous avons constaté que cela est dû au fait que l’avion s’est écrasé d’abord (au) sol et a certainement dû rebondir pour aller plus loin», a poursuivi l’officier supérieur burkinabè. En effet, des images tournées sur le site par des soldats burkinabè et français montrent des débris métalliques difficilement

identifiables, éparpillés sur des dizaines de mètres, avec des flaques d’eau par endroits.

Les Algériens sur les lieux du drame
A Bamako, une source officielle avait indiqué que le président malien Ibrahim Boubacar Keïta s’était aussi rendu sur le site de l’accident. Mais tard vendredi soir, la télévision publique ORTM a rapporté qu’il s’était en fait rendu à Gao, d’où M. Keïta a exprimé aux pays d’origine des victimes du crash la «vive solidarité» du Mali. «Nous venons nous incliner sur les dépouilles de ces disparus», a-t-il dit. Du côté algérien, une délégation conduite par le ministre des Transports se trouve depuis vendredi soir au Mali où elle devrait rencontrer les responsables de ce pays. M. Ghoul, envoyé spécial du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, auprès des autorités maliennes et burkinabè, rencontrera les hautes autorités du Burkina Faso et du Mali et se rendra dimanche sur le lieu du crash. «Je suis l’envoyé spécial du président de la République auprès des autorités maliennes et burkinabè pour leur présenter les condoléances de l’Algérie et réaliser une évaluation du terrain et établir la coordination entre les parties chargées de ce dossier», a expliqué M. Ghoul, lors d’un bref point de presse à Bamako.

Les propos tenus par le chef de la délégation algérienne interviennent au moment où on se pose des questions sur la sécurité qu’offrirait la compagnie espagnole. Le journal français *Le Monde* s’est finalement interrogé sur les garanties de sécurité optimales qu’offrirait la compagnie aérienne espagnole en question. Le journal *Le Monde* citant des sources a fait de certaines informations, «qui ont commencé à semer le doute sur la fiabilité de cette société spécialisée dans le wet lease : la location d’avions avec leur équipage à d’autres compagnies aériennes ou à des organisations diverses».

Doute sur la fiabilité de Swiftair
Et pourtant, ajoute la même source, Swiftair est considérée comme «sérieuse» par les autorités françaises et espagnoles, en règle en matière d’autorisations de vol et d’inspection de sa flotte, elle a l’habitude de travailler avec des compa-

gnies européennes reconnues, comme Air Europa, ou des organisations internationales, comme l’OTAN.

En effet, selon la même source citant le site d’information espagnol *El Economista*, le 19 juillet, une semaine avant la catastrophe, le steward Miguel Angel Rueda, un des membres d’équipage du vol AH 5017, qui s’est écrasé jeudi au Mali, avait envoyé un courriel au chef des stewards de la compagnie Swiftair, Daniel Maeso, dans lequel il prévenait de la «fatigue physique et psychologique généralisée» ou du «stress» dont souffraient les membres d’équipage sur la route Ouagadougou-Alger. En cause : des plans de vol intensifs, avec sept jours de vol consécutifs. «Il est difficile de maintenir l’attention lors des décollages et des atterrissages durant les derniers jours de rotation», affirmait-il, selon le texte reproduit par le site d’*El Economista*, qui dit avoir obtenu ce courriel d’un membre de la compagnie. «Avec ce courriel, je ne veux pas porter préjudice aux compagnons qui sont payés par heure de vol, mais il faut être conscient que cela peut supposer un problème et qu’il peut se résoudre pour le bien de tous», ajoutait l’homme. On ajoute par ailleurs que ce n’est pas la première fois que la compagnie est pointée du doigt pour la précarité des conditions de travail. Elle avait fait l’objet l’été dernier d’un article dans la revue du Syndicat des pilotes espagnols (Sepla), *Mach 82*, critiquant notamment les bas salaires offerts par la compagnie aux pilotes sur certains avions, atteignant à peine 12 000 euros par an.

Les copilotes, des jeunes diplômés
Le journal français cite également des témoignages. «La précarité des contrats de Swiftair est

connue. C’est une compagnie qui embauche les pilotes et le personnel de bord en fonction de ses besoins, qui les paie mal et les envoie plusieurs mois dans des bases très éloignées, ce qui explique qu’il y ait une importante rotation des équipes, résume un pilote de la compagnie Iberia. Les commandants ont généralement de l’expérience, mais les copilotes pas toujours : ce sont souvent des jeunes diplômés qui veulent acquérir de l’expérience et y font leurs premières heures de vol.»

Toutefois, la même source ajoute que le pilote et le copilote de l’avion retrouvé au Mali étaient cependant deux professionnels espagnols expérimentés, anciens pilotes de l’ex-compagnie Spanair, qui avaient été embauchés pour toute la période estivale. Restent les doutes sur la qualité des inspections effectuées sur l’appareil. Plusieurs incidents ont en effet été recensés récemment, comme la panne de moteur d’un avion ATR le mois dernier, provoquant un atterrissage d’urgence à l’aéroport de Madrid-Barajas, l’explosion d’un moteur d’un MD83 à Majorque en 2013, ou encore un accident, léger, en Afghanistan en 2012, dû à une manœuvre non autorisée ayant endommagé une aile. «Il est très difficile et coûteux de réaliser des inspections continues et approfondies de la flotte, mais aussi des opérations de la gestion du personnel, des registres de bord des entreprises qui travaillent en wet lease, du fait de leur grande flexibilité aérienne, et que leur champ d’opération est le monde entier», souligne pour sa part Gustavo Barba, vice-doyen et expert en sécurité aérienne du Collège officiel des pilotes de l’aviation commerciale (Copac).

A. B.

Communiqué du parquet de Sidi-M’hamed

A la suite de l’accident survenu le 24 juillet 2014, subi par le vol AH 5017 reliant Ouagadougou à Alger et l’écrasement, sur le territoire malien, de l’avion appartenant à la compagnie espagnole Swift Air et affrété par Air Algérie, occasionnant le décès des passagers et de l’équipage qui étaient à son bord, dont des ressortissants algériens, le parquet de la République près le tribunal de Sidi-M’hamed (Alger) a ordonné l’ouverture d’une enquête préliminaire en vue de rassembler des preuves sur les circonstances et causes de cet accident et de coopérer, à cet effet, avec les autorités judiciaires des pays concernés.

RENCONTRE MINISTRE DE L’ÉDUCATION, UNPEF ET CNAPEST

Benghebrit tranchera à la fin août sur les revendications

La ministre de l’Education, Nouria Benghebrit, a rencontré cette veille de week-end, deux syndicats du secteur, le Cnapest et l’Unpef. Ces derniers, selon leurs représentants, ont présenté à la ministre leurs principales revendications avant qu’elle ne s’engage à leur donner une réponse, lors d’une rencontre qui se déroulera la dernière semaine du mois d’août. «Nous voulons une réponse officielle à des revendications légitimes», ont assuré à cet effet les syndicalistes.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Dans le cadre des rencontres avec la ministre de l’Education Nouria Benghebrit, le Cnapest et l’Unpef ont présenté leurs revendications à la première responsable du secteur.

Selon les syndicalistes, la ministre a déclaré souhaiter une rentrée calme

et une année scolaire qui se déroule dans la stabilité. Pour cela, explique Messaoud Boudiba, chargé de la communication du Conseil national autonome de l’enseignement secondaire et technique, «il est nécessaire que nous obtenions une réponse officielle à nos revendications avant la rentrée pro-

chaine». Le syndicaliste précisera aussi qu’il s’agit «d’une participation de toutes les parties pour que l’année scolaire se déroule dans la sérénité». Messaoud Boudiba dira, par ailleurs, que les représentants du syndicat ont donné à la ministre comme elle l’a demandé, un point de situation des revendications du syndicat et l’état de la plate-forme depuis les engagements pris par la tutelle.

«Pour nous, il s’agit en premier lieu des enseignants dans les postes appelés à disparaître. Ce dossier doit être réglé avant la rentrée scolaire. Nous demandons l’intégration de ces enseignants sans conditions. Le dossier est, d’ailleurs, actuellement sur le

bureau du Premier ministre. Pour cela nous voulons une réponse officielle», explique Messaoud Boudiba. Il citera aussi parmi les revendications, les dossiers de la médecine du travail, le logement, la retraite et les œuvres sociales.

«La ministre nous a demandé de lui laisser le temps pour étudier ces dossiers et nous a promis des solutions entre le 25 et le 30 août prochain», explique le syndicaliste, notant que la ministre «doit prendre ses responsabilités».

Pour sa part, l’Unpef a aussi abordé avec la ministre, les questions liées à la pédagogie et à la réforme du système éducatif, des programmes,

des examens, de la surcharge des classes et du seuil des leçons notamment. Les discussions ont aussi concerné le statut particulier et les postes en voie d’extinction, les promotions automatiques et le dossier des primes.

Le syndicat, par le biais de son porte-parole M. Amrioui, précisera aussi que des réponses aux préoccupations du syndicat seront données la dernière semaine du mois d’août lors d’une deuxième rencontre avec les syndicats. «Nous avons décidé d’un commun accord avec la ministre de maintenir les discussions ouvertes», a assuré le porte-parole du syndicat.

F.-Z. B.